

Une guerre oubliée

THOMAS JUNEAU, *Le Yémen en guerre*, Montréal, Presses de l'université de Montréal, 2021, 64 pages

Daniel Gomez

Volume 16, Number 2, Spring 2022

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/98286ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gomez, D. (2022). Review of [Une guerre oubliée / THOMAS JUNEAU, *Le Yémen en guerre*, Montréal, Presses de l'université de Montréal, 2021, 64 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 16(2), 36–37.

Une guerre oubliée

Daniel Gomez
Chef de pupitre, politique

THOMAS JUNEAU

LE YÉMEN EN GUERRE

Montréal, Presses de l'université de Montréal, 2021, 64 pages

Le Yémen, c'est cette pointe de territoire tout au sud de l'Arabie saoudite, environ cinq fois moins étendue. Ancien royaume de Saba, il a connu un passé glorieux, mais il n'en est pas resté grand-chose; actuellement c'est l'État le plus pauvre du monde arabe, et un des plus pauvres du monde. Un peu de pétrole, mais largement insuffisant pour pourvoir aux besoins d'une population d'une trentaine de millions d'habitants. D'autant plus qu'une corruption atavique fait en sorte que l'essentiel de la richesse du pays est accaparé par les différentes élites en place.

Le Yémen, ce sont les Yémen, celui du nord, longtemps occupé par les Ottomans, et celui du sud, colonisé par la Grande-Bretagne jusqu'à son indépendance en 1967. Les deux entités sont unifiées de peine et de misère en 1990 pour former la République du Yémen. On a parlé alors d'une annexion du sud par le nord. Cette unification est de type virtuel, car la réalité en est une d'incessants conflits entre une multitude d'acteurs. À partir des années 2010 une très violente guerre, civile d'abord et internationale ensuite, va plonger les populations dans le plus complet dénuement.

C'est de cette guerre, avec ses tenants et ses aboutissants dont Thomas Juneau, professeur d'affaires internationales de l'Université d'Ottawa, nous parle, fort bien d'ailleurs, dans son petit ouvrage intitulé: *Le Yémen en guerre*. Selon lui, il n'y a pas de solution évidente à cette crise yéménite. Cette société est en prise avec des conflits internes incessants entre une foule d'acteurs: religieux, tribaux, militaires; internationaux aussi: Arabie, Émirats arabes unis, Iran, États-Unis. Le tout sur un fond de scène religieux opposant sunnisme et chiisme.

Les principales tribus rebelles, les houthistes, sont chiites zaydites (40 % de la population), soutenus par l'Iran. Leurs principaux adversaires sont sunnites, soutenus par l'Arabie saoudite et les islamistes. Les Émirats arabes unis sont plus ambivalents. Officiellement, ils appuient le gouvernement du nord, internationalement reconnu, mais s'intéressent plutôt au sud et au Conseil de transition du sud ainsi qu'au port d'Aden, en raison de leur sécurité maritime.

Cette division clanique et sectaire semble être inscrite dans le cœur même du monde arabo-musulman. Elle tient parfois à peu de choses. Juneau nous donne l'exemple des houthistes yéménites qui, à l'intérieur même du chiisme, forment une secte suite à un désaccord millénaire au sujet de la succession d'un prophète dans la tradition chiite. Cela fut réprimé et Zayd, le leader de ce courant de pensée, y trouva la mort. Ses disciples se sont concentrés au Yémen.

Ce morcellement, ces incessantes luttes sectaires intriguèrent même Fidel Castro au point que, durant un intermède communiste du Yémen du Sud, il ne put s'empêcher de demander aux dirigeants sud-yéménites pourquoi ils s'entretenaient (p. 19). L'auteur a tracé à la page 24 un schéma qui décrit bien les positions des acteurs en présence. De même, pour y voir plus clair, le lecteur aura intérêt à jeter un œil à la liste assez fournie des dates repères du conflit koweïtien (p. 61-62).

Cette société est en prise avec des conflits internes incessants entre une foule d'acteurs: religieux, tribaux, militaires; internationaux aussi: Arabie, Émirats arabes unis, Iran, États-Unis. Le tout sur un fond de scène religieux opposant sunnisme et chiisme.

Un nom ressort de cette courte période historique yéménite: celui d'un jeune officier nommé Ali Abdallah Saleh. Il a été à la tête du mouvement d'unification et a réussi à demeurer président du «pays» jusqu'en 2012, avant d'être assassiné par ses faux alliés houthistes. Cette longévité politique constitue un exploit dans cette région de constantes perturbations. «Saleh réussit à survivre politiquement pendant 34 ans grâce aux réseaux de patronage et de népotisme qu'il construisit patiemment» (p. 14). Une corruption génétique et l'accès aux ressources de l'État sont les deux clefs magiques qui permettent au régime de se maintenir.

Nous avons donc en toile de fond de l'action une ébauche de pays divisée en deux: nord et sud. Une capitale administrative au nord, Sanaa, ainsi que le principal acteur de ce conflit, le mouvement houthiste dans le nord-ouest (Saada). Et puis le sud, sunnite, plus pauvre, plus désertique, marginalisé, à identités locales très fortes et diversifiées: provinciales, linguistiques, physiques même, contrôlé par le nord et animé d'un fort sentiment séparatiste; ne pas oublier Aden, le grand port du sud sur la mer d'Arabie.

Thomas Juneau

LE YÉMEN EN GUERRE

«L'étincelle qui provoquera la descente aux enfers du pays – après une phase d'espoir et d'optimisme pour plusieurs – arrivera, malheureusement, dès 2011.»

Les Presses de l'Université de Montréal

À partir de 2004, et pour une foule de raisons, dont les plus importantes semblent être le contrôle des ressources et du territoire, les tensions et les conflits vont aller croissant entre le mouvement houthiste et Sanaa. De plus, des terroristes d'Al Quaida commencent à s'installer au sud. Cela attire l'attention des É.-U. et nous assistons à l'arrivée d'un nouvel acteur. Le gouvernement yéménite joue alors sur deux tableaux: il soutient les groupes terroristes lorsque cela lui permet d'affermir son pouvoir à l'interne et les refoule sous la pression des É.-U.

À la veille de l'éclatement de la guerre en 2010, le Yémen est fragmenté entre nord et sud. Au nord ce sont des sunnites (chaféites) et des houthistes (chiites zaydites). Il y règne une pauvreté endémique, une corruption systémique, la puissance montante des tribus houthistes, la croissance de la présence islamiste terroriste (AQPA), des tensions croissantes entre le pouvoir central et des grandes familles. C'est là-dessus que va se greffer un «printemps arabe» d'où va émerger une guerre, interne d'abord, avant de s'internationaliser.

Au début 2011 nous assistons à un soulèvement populaire massif. De nombreux groupes de la société civile y participent, ainsi que des alliés traditionnels du régime. Les houthistes et un mouvement séparatiste du sud, mieux organisés, se joignent au mouvement. Des leaders tribaux retirent aussi leur appui au président Saleh. L'élite est déchirée. Les gouvernements du golfe, Arabie en tête, commencent à être inquiets. On essaie de négocier, mais en vain; les dirigeants ne peuvent faire consensus et chacun cherche à renforcer son influence dans le réseau de corruption «qui forme le cœur de l'État yéménite».

De 2012 à 2014, on peut penser qu'un dialogue national s'est établi. Un gouver-

suite à la page 37

Le Yémen en guerre

suite de la page 36



nement d'unité nationale s'instaure. Il inclut beaucoup d'acteurs de la scène sociopolitique yéménite, mais pas de houthistes et de sudistes. Le pouvoir demeure finalement aux mains des anciennes élites. Sous l'influence de l'ONU, on essaie d'établir un nouveau contrat social susceptible d'accommoder la population. Mais cela s'effondre en 2014 quand le président approuve le projet d'une nouvelle structure fédérale à six régions et que les houthistes et les sudistes s'y opposent fermement. Cela ouvre la porte à la guerre civile en 2014-2015. Les houthistes sont de plus en plus ambivalents. Réticents à s'engager dans le nouveau dialogue «national», ils se méfient, à raison, du pouvoir central qui chercherait à les affaiblir. Leur contrôle sur différentes provinces s'accroît. Ils prennent Sanaa. Tout cela grâce à une alliance contre nature avec l'ex-président Saleh. La coalition houthistes-Saleh est de plus en plus puissante, mais la méfiance règne entre les deux camps. Il y a même parfois des combats.

La situation va basculer en mars 2015 et la guerre civile va s'internationaliser. L'Arabie saoudite, inquiète de l'influence de l'Iran, alliée des houthistes, soutient massivement le gouvernement central et le président Hadi. Les Émirats arabes unis aussi,

mais avec plus de nuance. Les États-Unis quant à eux s'inquiètent de la présence du terrorisme islamiste. Ils renforcent du même coup le gouvernement central et l'Arabie. Tout cela n'empêche pas le mouvement houthiste d'accroître son influence. Début 2021, il contrôle entre les deux tiers et la moitié du pays. Il dispose de la force militaire la plus puissante du pays et du contrôle d'une partie importante de l'appareil étatique. Il n'hésite pas à faire assassiner Saleh, ancien président et allié circonstanciel, car il aurait négocié avec l'Arabie saoudite dans le but de les trahir.

Finalement, au niveau international, le grand gagnant, pour l'instant, de ce conflit semble être l'Iran. Elle agrandit sa zone d'influence.

Au niveau interne, c'est évidemment le mouvement houthiste qui émerge comme force dominante. Mais la guerre du Yémen prend un peu l'allure d'une guerre oubliée.

Finalement, au niveau international, le grand gagnant, pour l'instant, de ce conflit semble être l'Iran. Elle agrandit sa zone d'influence. Au niveau interne, c'est évidemment le mouvement houthiste qui émerge comme force dominante. Mais la guerre du Yémen prend un peu l'allure d'une guerre oubliée. Et pourtant, il y a des atrocités des deux côtés, l'aide humanitaire y est très difficile, les conflits internes sont incessants, le pays n'est pas ethniquement homogène et la réunification très problématique. Chose certaine, les houthistes, État dans l'État, (un peu comme le Hezbollah au Liban) sont incontournables. Au niveau international les intérêts des puissances étrangères «représentent un obstacle additionnel à la stabilisation du pays» (p. 60). Bref, au moment de la parution de cette recension, le Yémen n'est plus présent dans l'ordre des priorités internationales et rien n'indique qu'il va y reparaitre. ♦

itaire y est très difficile, les conflits internes sont incessants, le pays n'est pas ethniquement homogène et la réunification très problématique. Chose certaine, les houthistes, État dans l'État, (un peu comme le Hezbollah au Liban) sont incontournables. Au niveau international les intérêts des puissances étrangères «représentent un obstacle additionnel à la stabilisation du pays» (p. 60). Bref, au moment de la parution de cette recension, le Yémen n'est plus présent dans l'ordre des priorités internationales et rien n'indique qu'il va y reparaitre. ♦



OCTOBRES

La guerre qu'on n'oublie pas

abonnement et achats
actionnationale.quebec